

PRONONCÉ

LIBERIA

DISCOURS DE L'HONORABLE

.... GOUVERNEUR DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

**A L'OCCASION DES ASSEMBLEES ANNUELLES 2009 DU GROUPE DE LA
BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT**

13-14 MAI 2009

DAKAR, SENEGAL

Monsieur le Président du Conseil des Gouverneurs
Dr. Donald Kaberuka, Président de la Banque africaine de développement
Chers collègues Gouverneurs
Honorables invités
Mesdames et Messieurs

Permettez-moi, M. le Président, de joindre ma voix à celle des orateurs qui m'ont précédé pour remercier le Gouvernement et le peuple sénégalais de leur chaleureux accueil dans cette belle ville de Dakar. La qualité de l'hospitalité qui nous a été prodiguée depuis notre arrivée a permis d'assurer le bon déroulement de nos travaux. Le dynamisme de l'économie sénégalaise constitue un exemple et une grande source d'inspiration pour le Libéria qui sort d'un long conflit.

Dans l'allocution prononcée à l'occasion des Assemblées annuelles tenues l'an dernier au Mozambique, le Gouverneur pour le Libéria soulignait les progrès accomplis par notre pays pour rétablir ses relations avec la communauté internationale. Nous sommes heureux de constater aujourd'hui que nos partenaires et amis ont continué de collaborer étroitement avec nous afin de résoudre la question du poids excessif de notre dette. Récemment, nous avons lancé avec succès une opération de rachat de notre dette commerciale, avec une participation de plus de 97%, et nous ne cessons d'enregistrer des progrès dans nos efforts en vue de résoudre le stock de la dette bilatérale. Depuis la mise en place de l'actuel Gouvernement, la dette du Libéria est passée de près de 4,9 milliards de dollars EU à 1,7 milliard de dollars EU. Avec l'appui continu de la Banque africaine de développement et de nos autres partenaires, nous espérons vivement atteindre le point d'achèvement au titre de l'Initiative PPTE vers la fin 2009, ce qui nous permettra d'ouvrir un nouveau chapitre dans notre douloureux passé d'endettement.

En dépit des effets pervers de la crise alimentaire, énergétique et financière, le Libéria demeure résolu à maintenir le cap des réformes et, avec l'aide de nos partenaires et nos amis, a commencé la mise en œuvre de notre première Stratégie complète de réduction de la pauvreté. La crise financière a eu et continue d'avoir des effets dévastateurs sur notre économie. L'équilibre de notre budget de trésorerie et les contraintes en matière de crédit souscrites dans le cadre de notre programme actuel avec le FMI ne nous permettent pas d'emprunter. Aussi nous ne pouvons compenser les pertes de recettes dues à la crise financière qu'en réduisant nos dépenses. De tous les pays représentés ici à nos assises, voire de tous les pays du monde, la marge financière dont le Libéria dispose pour répondre à la crise par des mesures anticycliques est peut-être la plus étroite. C'est pourquoi l'octroi d'un financement exceptionnel est tout à fait critique. J'ai le ferme espoir que la BAD continuera de puiser dans sa créativité pour trouver les moyens propres à atténuer les contrecoups de la crise financière sur nos économies, nous aider à maintenir nos efforts en faveur des plus pauvres et assurer la mise en œuvre intégrale de nos stratégies de réduction de la pauvreté.

Monsieur le Président du Conseil des Gouverneurs

Permettez-moi ici de féliciter la Banque pour le rôle de premier plan qu'elle joue à la fois comme avocat et bailleur de fonds des pays membres en cette période de crise. La Banque a apporté une panoplie de réponses à l'impact économique de la crise financière mondiale, à savoir : a) La Facilité de liquidité d'urgence ; b) La Facilité de financement du commerce ; c) Le Cadre pour l'accélération du transfert de ressources aux pays éligibles au

FAD et d) Le Mécanisme renforcé de conseil en politique. Bien que ces mécanismes s'adressent davantage aux pays uniquement éligibles aux financements BAD, nous encourageons la Banque de poursuivre sur sa lancée mais d'être plus créative envers les pays uniquement FAD pour les aider à surmonter certaines des difficultés spécifiques auxquels ils sont actuellement confrontés. Nous saluons vivement à cet égard les discussions en cours sur la flexibilité à introduire dans le cadre de soutenabilité de la dette.

Monsieur le Président du Conseil des Gouverneurs, il nous serait impardonnable de ne pas mentionner ici l'aide généreuse de la Banque au cours de l'année passée, et qui, conjuguée à nos propres efforts, nous a permis d'atténuer dans une certaine mesure, même si elle ne l'a pas totalement éliminé, l'impact économique et social de la crise. La Banque a ouvert la voie avec l'appui budgétaire d'un montant de 12 millions d'UC qu'elle nous a accordé, démontrant ainsi sa confiance dans notre programme de réformes et nos efforts de réforme de la gestion de nos dépenses publiques (GDP). La Banque a également financé le service de la dette échue pour le présent exercice, et entre autres interventions, nous a octroyé 12,5 millions d'UC pour le financement d'un Projet de réhabilitation du secteur agricole. Ces programmes nous aideront à maintenir le cap des réformes tout en jetant les bases de notre développement économique. La Banque a également poursuivi sa collaboration dans le secteur des infrastructures – qui en a tellement besoin – en finançant un projet d'équipements collectifs à haute intensité de main-d'œuvre, et en dégagant des ressources pour appuyer la bonne gouvernance et les réformes institutionnelles, le renforcement institutionnel par le truchement de la Facilité en faveur des États fragiles, et le secteur de l'eau comme tête de file des bailleurs. Je voudrais une fois de plus, au nom de Son Excellence Madame La Présidente Ellen Johnson Sirleaf et au nom du peuple libérien, vous exprimer notre profonde gratitude pour toutes ces initiatives.

S'agissant de notre Institution, nous nous félicitons de la direction éclairée impulsée à la Banque par le Président Kaberuka et le Conseil d'administration, et nous saluons leur volonté évidente de faire de la BAD la première institution de financement du développement du continent et la plus soucieuse de répondre à ses besoins. Nous sommes bien conscients du fait que la situation financière internationale actuelle, la demande émanant des pays membres régionaux et la nécessité pour la Banque de mettre en œuvre sa Stratégie à moyen terme ne peuvent pas ne pas affecter la situation financière de la Banque et son aptitude à remplir pleinement sa mission de développement. C'est pourquoi nous prenons l'engagement d'œuvrer avec elle à assurer sa viabilité financière, tout en laissant par ailleurs toutes les voix s'exprimer. Vous me permettez toutefois de ré-exprimer notre souhait de voir la Banque marquer sa présence dans les pays sortant de conflit comme le nôtre afin d'intensifier le dialogue sur les politiques et améliorer la performance du portefeuille.

Pour conclure, Monsieur le Président du Conseil des Gouverneurs, je voudrais renouveler notre gratitude pour l'honneur et le privilège que nous avons eu de participer à ces assises et redire plus que jamais notre fierté devant le formidable chemin jusque-là parcouru par la Banque.

Je vous remercie de votre attention.